

Expert(s)	Pays	Volume (hj)	Montant* (€)	Bénéficiaire	Financement	Début	Fin	Partenaires	Référence
Olivier Bouyer	Pérou, Chili, Colombie	24	18 000 <i>*activité de l'expert cité, alors au sein d'ONFI</i>	Pays latino- américains	CEPAL, Coopération française, etc.	Avr. 2010	Fév. 2012	CEPAL, CATIE, Carbon Decisions	<a href="mailto:lpedroni@carbondecision.com">lpedroni@carbondecision.com</a> Mob: +506 8883 2939

Description détaillée du projet	Nature des services fournis
<p>Depuis 2001, le groupe de négociateurs latino-américains sur le climat et les forêts se réunit pour préparer les négociations LULUCF, REDD+ et MDP sous la Convention climat. Entre 2001 et 2010, plus d'une quinzaine de séminaires régionaux ont été organisés, entre autres : 2001 - Santiago, Chili ; 2002 : Buenos Aires, Argentine ; 2003 : Bogota, Colombie ; 2004 : Montevideo, Uruguay ; 2005 : Buenos Aires, Argentine ; 2006 : Lima, Pérou et São Paulo, Brésil ; 2007 : Turrialba, Costa Rica et Santiago, Chili ; 2008 : Santiago, Chili, Bogota, Colombie ; 2009 : Panama City, Panama ; 2010 : Lima, Pérou et Bogota en Colombie ; 2011 : Mexico City, Mexique et Santiago, Chili ; 2012 : Santiago, Chili.</p> <p>Ces séminaires étaient facilités par l'ONFI et Carbon Decisions, en collaboration avec le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) au Costa Rica et les financements de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine (CEPAL), la Coopération française, la Coopération allemande (GIZ), les Gouvernements Suisse et britannique et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (OAA).</p> <p>Ce processus informel (les pays latino-américains ne formant pas un groupe de négociation officiellement enregistré sous la Convention climat) a été efficace et a permis d'élaborer des papiers de positions communes et des soumissions adressées à la Convention climat, notamment les premières sur REDD+, qui ont véritablement façonné le mécanisme : avril 2006 (Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique, Nicaragua, Panama et Pérou), février 2007 (Costa Rica, République dominicaine, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou), juin 2007 (Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou), avril 2008 (Argentine, Honduras, Panama, Paraguay et Pérou), etc. De nombreuses autres ont suivi.</p> <p>Au-delà de ces soumissions, les séminaires ont permis aux délégués d'établir des liens solides et défendre leurs intérêts communs, malgré l'hétérogénéité des pays participants.</p>	<p>L'appui à ce groupe était double : (i) mettre en place et encourager un dialogue très technique entre négociateurs aguerris, afin que ceux-ci puissent conseiller leurs représentants politiques sur l'avancement des négociations forêt/climat et que ces derniers puissent, le cas échéant, engager un dialogue de haut-niveau au niveau régional, (ii) former les nouveaux négociateurs sur les sujets complexes que sont les négociations forêt/climat (LULUCF, MDP boisement, REDD+), mais aussi les négociations plus globales sur l'atténuation, l'adaptation ou les financements climatiques.</p> <p>Cet appui a donc nécessité la préparation de nombreuses notes techniques de décryptage des enjeux et options des négociations, de présentations sur ces sujets, la facilitation des réunions et la recherche de points de consensus, l'appui à la rédaction de papiers de position et de soumissions à la Convention climat. Il a aussi et surtout nécessité de gagner la confiance du groupe, certaines discussions pouvant s'avérer difficiles et exigeant du facilitateur une neutralité à même de faire progresser les pays les uns vers les autres.</p> <p>Enfin, en tant qu'ancien négociateur français LULUCF/REDD+ entre 2006 et 2009 (voir référence 7) et conseiller des négociateurs REDD+ des pays du Bassin du Congo entre 2007 et 2010 (voir références 14, 17 et 34), l'expert a œuvré également au dialogue et au rapprochement des négociateurs LULUCF/REDD+ européens, d'Afrique centrale et d'Amérique latine.</p> <p>Entre les Conférences climat de Copenhague (fin 2009) et de Doha (fin 2012), l'appui a permis à nombre de pays latino-américains d'intervenir efficacement dans les négociations REDD+, mais aussi de préparer au mieux son déploiement sur le terrain, en étant capable de lier enjeux des négociations et enjeux de mise en œuvre.</p>